



Le Programme Alimentaire Mondial au Mali



Contexte

Tout comme ses voisins de la bande sahélienne, le Mali connaît une insécurité alimentaire et nutritionnelle liée à des conditions agro-climatiques difficiles et un niveau élevé de pauvreté. Cette insécurité a été exacerbée ces dernières années par une combinaison de chocs affectant les cultures et l'élevage (sécheresses, inondations, invasions acridiennes, épizooties), par les effets de la crise politique et sécuritaire qui affecte le pays depuis 2012 et par des chocs économiques tels que la hausse des prix sur les marchés nationaux et régionaux. La combinaison de ces facteurs a entraîné progressivement la détérioration des moyens d'existence des populations et diminué leurs capacités de résilience.

Un set d'activités adaptées et intégrées

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) travaille avec le Gouvernement et les différents partenaires techniques et financiers pour fournir des réponses adaptées à cette situation, combattre la faim et la malnutrition dans le pays. Ceci implique un set d'activités variées et intégrées, allant de la réponse humanitaire d'urgence à des interventions visant à développer les capacités de résilience à travers l'appui aux chaînes de valeur agricoles, le développement des actifs communautaires, le soutien à la scolarisation des enfants, la prévention de la malnutrition, etc.

Assistance alimentaire et nutritionnelle aux plus vulnérables

Le mandat du PAM est d'aider le Gouvernement malien à lutter contre la faim et la malnutrition. Le PAM contribue au renforcement des capacités nationales en apportant un appui technique et

financier aux efforts de surveillance et d'évaluation des besoins, tels que l'enquête nutritionnelle annuelle SMART, l'enquête nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN) et l'analyse du Cadre Harmonisé. Ainsi nous savons que 25% des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire et 48% se trouvent dans une situation alimentaire fragile ou limite. Près d'un enfant sur 3 souffre de malnutrition aigüe globale (SMART, 2016).

Selon l'analyse du Cadre Harmonisé de mars 2017, plus de six cent mille personnes ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence pendant la période de soudure (juin à septembre). Le PAM soutient la mise en oeuvre du Plan National de Réponse (PNR) aux difficultés alimentaires et nutritionnelles développé par le Comité pour la Sécurité Alimentaire (CSA) et fournit une réponse aux besoins alimentaires et nutritionnels les plus aigus de 260 000 personnes affectées par les effets de l'insécurité, de la sécheresse et des inondations. L'assistance du PAM constitue un filet de sécurité critique pour ces populations dont les moyens d'existence sont fortement fragilisés.

En collaboration avec le Ministère de la Santé et les acteurs du secteur de la nutrition, le PAM participe à la prévention de la malnutrition aigüe et au traitement de la malnutrition aigüe modérée. En 2017, les activités de prévention concernent 172 000 enfants et femmes enceintes et allaitantes et 134 000 sont concernés par le traitement. Le PAM travaille aussi avec les partenaires pour la prévention de la malnutrition chronique, à travers la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles.

Vers une sécurité alimentaire durable

Le PAM soutient aussi les communautés rurales et les chaînes de valeur locales

Développement des capacités de résilience

Outre l'assistance alimentaire aux populations les plus vulnérables, le PAM met aussi en oeuvre des activités visant à renforcer les capacités de résilience de la population et à bâtir une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, en lien notamment avec le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et le Ministère de l'Agriculture. Cette approche associe différents filets sociaux complémentaires, qui permettent d'agir sur plusieurs leviers: soutien aux chaînes de valeur locales, autonomisation des femmes, renforcement du capital humain à travers la scolarisation et la formation, protection des moyens d'existence et développement des actifs productifs pour les communautés rurales vulnérables.

- Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique nationale d'alimentation scolaire approuvée en 2009 et de la Politique nationale de protection sociale de 2016, le PAM prend en charge près de 109 000 enfants dans 600 écoles, principalement dans les zones les plus difficiles d'accès (Nord du Mali et bande sahélienne). Le PAM collabore étroitement et forme les cadres du Ministère de l'Education Nationale afin d'assurer l'appropriation nationale et la durabilité des cantines. Les repas

scolaires sont un moyen efficace de lutter contre la déscolarisation des enfants.

- En appui à la loi d'orientation agricole, au programme national d'investissement dans le secteur agricole et à la politique nationale de protection sociale, le PAM soutient les moyens d'existence et les capacités de résilience des communautés rurales vulnérables à travers la création d'actifs communautaires. La création de ces actifs s'inscrit dans la mise en oeuvre de plans d'action communautaires établis selon la méthode de « Planification Communautaire Participative » (PCP). Ils visent à protéger les ressources naturelles et développer des activités génératrices de revenu pour les communautés. Les personnes engagées dans les travaux reçoivent une assistance alimentaire qui les aide à surmonter leurs difficultés immédiates.
- Le PAM soutient le développement de systèmes alimentaires durables et de marchés rémunérateurs pour les petits producteurs. Il appuie 29 organisations paysannes (OP) au Mali, avec une attention spéciale à l'autonomisation des femmes productrices. Les achats locaux auprès des OP représentent 30% des approvisionnements en vivres du PAM au Mali.

